PROCES-VERBAL DE LA SEANCE ORDINAIRE DU
CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 30 JANVIER 2025 A 19 H

(Salle de la mairie)

- 1) Désignation d'un Secrétaire de Séance
- 2) Appel nominal des membres
- 3) Adoption du procès-verbal de la séance du 5 décembre 2024

ORDRE DU JOUR

- ✓ En présence du cabinet Manière, **PRESENTATION DES MODIFICATIONS DU PLAN DE LA MAISON COMMUNALE**
- ✓ **CONVENTION PASSAGE EN LED route des Andelys**
- ✓ **REMBOURSEMENT RETENUES POUR DEGRADATION LOTISSEMENT LES VALLETES**
- ✓ **DEBAT ET VOTE SUR LE RAPPORT LOCAL TRIENNAL DE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS**
- ✓ **TRAVAUX 2025**
- ✓ **QUESTIONS DIVERSES**

1) Désignation d'un Secrétaire de Séance

M. Angélique PIESZKO est désignée pour remplir cette fonction.

2) Appel nominal des membres

Etaient présents : M. Serge COLOMBEL, maire, Alain BUREL, 1^{er} adjoint, Didier RIBEL, 2^e adjoint, Hugues CARPENTIER, Françoise HENRY, Alain LEPINE, Chantal CLEE, Angélique PIESZKO conseillers municipaux

Etaient absents excusés : Michel GEST, 3^e adjoint., Damien PASDELOUP, conseiller municipal

I – En présence du cabinet Manière, PRESENTATION DES MODIFICATIONS DU PLAN DE LA MAISON COMMUNALE

M. Christian MANIERE, architecte, est venu présenter les modifications sur les plans de la maison communale. Des diagnostics pour différentes études sont à demander. Il faut solliciter aussi notre assurance pour le dommage-ouvrage. Des modifications sont à apporter à savoir : Volets roulants (3 couleurs). Alarme + fermeture des volets + lumière en GTC. Les lames pivotantes sollicitées sont trop chères donc abandonnées

II – CONVENTION PASSAGE EN LED route des Andelys

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le SIEGE envisage d'entreprendre des travaux sur le réseau de distribution publique d'électricité, d'éclairage public et de télécommunications (rayer la mention inutile).

Conformément aux dispositions statutaires du SIEGE et aux règlements financiers dudit EPCI, la réalisation de l'opération est subordonnée à l'accord de la commune qui s'exprime sous la forme d'une contribution financière telle que détaillée dans la convention ci-après annexée. Cette participation s'élève à :

- ✓ En section d'investissement : **333.00 €**
- ✓ En section de fonctionnement : **0.00 €**

Étant entendu que ces montants seront ajustés sur la base du coût réel des travaux réalisés par le SIEGE dans la limite des montants indiqués ci-dessus.

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise :

- ✓ Monsieur le Maire à signer la convention de participation financière annexée à la présente,
- ✓ L'inscription des sommes au Budget de l'exercice, au compte 20415 pour les dépenses d'investissement (DP et EP), et au compte 61523 pour les dépenses de fonctionnement (FT),

III – RESTITUTION PROVISIONS AUX PROPRIETAIRES DU LOTISSEMENT LES VALLETES

Exposé des motifs

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que les constructions sont achevées dans le lotissement Les Vallettes. Qu'il ait constaté l'absence de dégradation et que la provision de 300 € peut être restituée aux propriétaires

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise :

- ✓ Monsieur le Maire à ordonner la restitution de la provision à la SCP Roy Brodriez, notaire aux Andelys
- ✓ A signer tout document s'y rapportant

IV – URBANISME ET AMENAGEMENT : Débat et vote sur le rapport local triennal de l'artificialisation des sols

La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 dite « Climat et Résilience » complétée par la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 fixe l'objectif d'atteindre le « zéro artificialisation nette des sols » en 2050, avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur 2021-2031 par rapport à la décennie précédente. Cette trajectoire progressive est à décliner territorialement dans les documents de planification et d'urbanisme. Elle est mesurée, pour la période 2021-2031, en consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF), définie comme « la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné ».

A partir de 2031, cette trajectoire est également mesurée en artificialisation nette des sols, définie comme « le solde de l'artificialisation et de la renaturation des sols constatées sur un périmètre et sur une période donnée ». Le bilan de consommation d'espaces NAF et le calcul de l'artificialisation nette des sols s'effectuent à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme.

L'article L.2231-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « Le maire d'une commune (...) doté d'un plan local d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale présente au conseil municipal (...), au moins une fois tous les trois ans, un rapport relatif à l'artificialisation des sols sur son territoire au cours des années civiles précédentes. Le rapport rend compte de la mesure dans laquelle les objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols sont atteints. Le rapport donne lieu à un débat au sein du conseil municipal (...). Le débat est suivi d'un vote. Le rapport et l'avis du conseil municipal (...) font l'objet d'une publication dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L. 2131-1. Dans un délai de quinze jours à compter de leur publication, ils sont transmis aux représentants de l'État dans la région et dans le département, au président du conseil régional ainsi que, selon le cas, au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre ou aux maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ainsi qu'au président de l'établissement public mentionné à l'article L.143-16 du Code de l'Urbanisme.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article. Il précise notamment les indicateurs et les données qui doivent figurer dans le rapport ainsi que les conditions dans lesquelles l'Etat met à la disposition des collectivités concernées les données de l'observatoire de l'artificialisation. »

Le rapport local de suivi de l'artificialisation des sols dresse le bilan de la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF). Il doit être produit à minima tous les 3 ans, soit avant le 22 août 2024 pour le premier rapport, et doit porter sur les trois années civiles précédentes, soit les années 2021, 2022 et 2023.

Ce rapport présenté en conseil municipal a été élaboré suivant la trame préremplie disponible sur le site « Mon diagnostic artificialisation ».

A ce titre, la commune a réalisé un bilan du suivi de la consommation des espaces sur son territoire sur la période 2011 - 2022

Un total de 3 ha 05 d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) a ainsi été consommé sur la période donnée, soit 0.27 % de la superficie du ban communal.

Cette consommation, prise à 0.27 % sur des terres agricoles est notamment liée à l'aménagement de 3 ha 05 pour la création d'un lotissement communal

Suite à la présentation du rapport, un débat est engagé afin que les conseillers municipaux s'expriment sur le sujet.

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite « Climat et Résilience » ; Vu la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux ; Vu le Décret n° 2023-1096 du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols ; Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2231-1 et R.2231-1 ; Vu le Code de l'Urbanisme, Vu la délibération relative à l'élaboration du Plan local d'Urbanisme en date du 18 juin 2015 ;

Considérant l'objectif fixé par la loi « climat et Résilience » d'atteindre le zéro artificialisation nette (ZAN) en 2050 et l'objectif intermédiaire de réduire de moitié la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) d'ici 2031 ;

Considérant l'obligation pour les communes dotées de documents d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale, d'établir un rapport relatif à l'artificialisation des sols tous les trois ans ;

Considérant qu'il convient d'organiser au sein du Conseil Municipal un débat sur la base du rapport susvisé ;

Après en avoir débattu,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : D'attester de la présentation du rapport relatif à l'artificialisation des sols ;

Article 2 : De prendre acte de la tenue du débat sur le suivi de l'artificialisation des sols sur le territoire communal ;

Article 3 : D'approuver le rapport local sur le suivi de l'artificialisation des sols, tel que présenté en annexe ;

Article 4 : De transmettre le rapport et la présente délibération au Préfet de Région, au Préfet de Département, au Président du Conseil Régional, au Président de l'Agglomération Seine Normandie Agglomération ;

Article 5 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Article 6 : En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Article 7 : La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant deux mois.

V- TRAVAUX 2025

- Réfection de la rue Chevalier vers le bois pour manœuvrer lors des livraisons, les éboueurs et le facteur
- Contrôle couverture clocher
- Remplacement de certains acacias
- Continuation des travaux sur la maison communale

VI- QUESTIONS DIVERSES

Mme Angélique Pieszko annonce les dates des animations :

29 juin : fête de la musique

17 septembre : fête du village